

L'« Autriche » : un ballon d'essai en Europe ?

Que se passe-t-il chez les Autrichiennes et les Autrichiens ? Lors des élections de fin septembre, les deux partis accolés à l'extrémité droite du spectre politique, le FPÖ et le BZÖ (Haider) ont réuni à eux deux 28,2% des voix, ce qui en a fait la deuxième plus importante formation politique du parlement. Ils se situent donc à un niveau comparable à celui des sociaux-démocrates (20,3%) et des conservateurs chrétiens (26%) qui ont dominé la vie politique pendant des décennies. Et les obsèques célébrées en grande pompe du dirigeant du Land de Carinthie Jörg Haider, mort dans un accident de voiture à peine deux semaines après les élections, ont mis en évidence un autre aspect de la situation politique inquiétante de la République alpine : l'extrémisme de droite est bien accueilli non seulement dans la partie médiane de la société, mais aussi au centre même du système politique. C'est cela qui différencie l'Autriche des autres démocraties membres de l'Union européenne.

Le résultat des élections apparaît d'autant plus préoccupant que l'on en connaît mieux les détails. Les partis FPÖ et BZÖ sont devenus le groupe politique le plus important chez les jeunes ; ils ont remporté 42% des votes des hommes de moins de 30 ans. Si le BZÖ a pu réaliser sa croissance électorale essentiellement aux dépens du ÖVP (parti conservateur chrétien), le FPÖ l'a obtenue au détriment de la social-démocratie, ce qui ne présage rien de bon pour les prochaines élections municipales à Vienne « la Rouge ».

On a pu voir très clairement à quel point le mépris du droit corrompt la culture politique du pays à partir du jour où le FPÖ a présenté au poste de troisième Président du Parlement un politicien membre d'une confrérie se réclamant du nationalisme « germanique » dissoute en

1961 pour néonazisme. Compte tenu des usages parlementaires, on peut s'attendre à ce qu'il soit élu à ce poste par la majorité des députés, y compris ceux de la social-démocratie.

Il est remarquable que, précisément maintenant, certains analystes de l'opinion proches de la social-démocratie tentent d'affirmer : NON, les augmentations des voix de droite n'ont pas été le signe d'une pression de la droite, mais « seulement » celui d'un comportement protestataire. L'insatisfaction croissante de la population se serait déjà exprimée avant le jour des élections, etc.

Mais les données sont irréfutables : si lors des élections de 2006, 48% des voix se sont portées sur les partis de gauche au sens large du terme (SPÖ, Verts, Libéraux, Forum, KPÖ [Parti Communiste d'Autriche]), cette fois-ci leur proportion descend à 40% seulement. L'inverse s'est produit pour les voix de droite et d'extrême droite (ÖVP, liste Fritz, FPÖ et BZÖ). En outre, la part des deux partis d'extrême droite est passée de 30% à 50%.

On laisse entendre que les électrices et électeurs de ces partis n'ont pas voulu cela ou qu'ils se sont trompés. Il est vrai que les voix obtenues par les partis FPÖ et BZÖ proviennent des couches moyennes insécurisées et des couches inférieures de la classe ouvrière masculine ; qu'elles sont l'expression d'une profonde frustration et d'une désécurisation, et cela non seulement du point de vue économique mais aussi, par exemple, par rapport au rôle qui leur revient en tant que sujets mâles. Des enquêtes—qui n'ont pas été menées qu'en Autriche—confirment que dans les couches peu privilégiées de la société le chômage et la précarisation de la vie portent fortement atteinte à l'image traditionnelle de la virilité.

Mais il est tout aussi vrai qu'aucun des électeurs qui avaient choisi de voter pour les deux partis d'extrême droite ne pouvait ignorer le caractère pervers, xénophobe et hostile aux minorités de leur campagne électorale, laquelle était intensivement et expressément orientée contre la population musulmane et les demandeurs d'asile, contre les personnes d'origine non-européenne. Il est totalement impossible que celui qui a voté pour le FPÖ ou le BZÖ ait pu être trompé sur ce point, tout au contraire : il a voté pour ces partis précisément à cause de leur xénophobie ou, pour le moins, il a intégré cette xénophobie à son comportement protestataire. Lorsque l'un de ces analystes autrichiens connus observe, de manière simplificatrice, que Haider et Strache seraient allés chercher les électeurs là où ils se trouvent, il a sans doute raison, mais c'est justement là que se situe le motif d'inquiétude.

Les funérailles nationales du « père spirituel de l'extrémisme de droite en Autriche Jörg Haider »¹ ont été le point culminant de l'incorporation de l'extrême droite dans le système. À la cathédrale Saint-Étienne de Vienne et à la basilique de Klagenfurt les services religieux funèbres ont été célébrés par les plus hautes autorités ecclésiastiques. Trois des six orateurs qui, lors de la transmission en direct des funérailles, ont parlé à la télévision nationale au titre de leur fonction officielle, étaient des politiciens sociaux-démocrates de premier plan, parmi lesquels le chancelier fédéral qui a qualifié Haider de « politicien hors du commun » et de « figure politique exceptionnelle ». Il a commenté : « On ne doit pas commettre l'erreur de rejeter par avance les critiques que Haider a formulées contre la situation existante ».

Même plusieurs semaines après la mort de Haider, celle-ci reste un mystère. Il est certain qu'il roulait, sur une route secondaire dans une zone habitée, à une vitesse très supérieure à 140 Km/h et avec un taux d'1,8 g d'alcool dans le sang. On peut comprendre que ces circonstances de sa mort, et d'autres aussi

compromettantes, n'aient pas été évoquées lors des cérémonies funèbres officielles.

En revanche, il est totalement incompréhensible que, depuis lors, il soit interdit de parler publiquement de la carrière politique scandaleuse menée par Jörg Haider jusqu'à ses derniers jours, par exemple de la concentration de demandeurs d'asile dans un camp d'internement éloigné de toute habitation.

Le fait est que ce culte de la mort, mis en scène autour de Haider dans la presse « people » et dans les « débats télévisés » diffusés sur les chaînes privées, ne fait que couronner et parachever le processus de banalisation de l'extrémisme de droite, dont le début remonte au milieu des années 1980. Désormais, le racisme et la xénophobie ne sont plus des maux qui seraient exclus du discours officiel, mais des points de vue légitimes, exprimés dans le débat démocratique.

Les observateurs étrangers ont tout à fait raison d'évoquer une spécificité autrichienne. Ce pays, bien que première victime de la politique typique de conquête et de pillage du national-socialisme, a aussi activement participé à ses crimes. Plus de 10% de sa population adulte ont été membres du parti nazi. Compte tenu de ce grand nombre de personnes plus ou moins impliquées, après 1945 les partis de gouvernement se sont abstenus de toute controverse officielle sur le national-socialisme et l'antisémitisme.

Cependant, à la fin des années 1980, dans le débat sur le passé militaire de Kurt Waldheim, alors Président fédéral d'Autriche, l'implication coupable de beaucoup d'Autrichiens dans le national-socialisme était devenue un thème public. Mais ces discussions se sont limitées aux élites progressistes de la gauche et leur résultat positif essentiel a été d'imposer à tous, par l'intermédiaire des médias, un regard nouveau sur l'histoire contemporaine de l'Autriche et un code du « politiquement correct » qui en est issu. Or, comme on le voit maintenant, ce

code a très peu à voir avec les problèmes, les comportements et les états d'humeur de grands segments de la population.

Le nouveau « politiquement correct » a surtout eu pour effet d'imposer une dualité morale aux groupes de la société auxquels la dernière décennie a essentiellement apporté des détériorations sociales et de l'insécurité. La dénazification « tardive » de la vie publique a été acceptée ; de toute façon elle n'a eu aucune incidence réelle sur leur vie quotidienne. Mais les comportements racistes ont persisté ; il était seulement proscrit de les exprimer publiquement.

Le fait que cet antinazisme progressiste de gauche, hégémonique pendant un très court instant historique, n'ait pas été capable de freiner le racisme quotidien est lié à son indifférence à l'égard des revers sociaux générés à ce même moment par le discours néolibéral et par l'adhésion à l'UE, voire à son éventuelle implication dans ces événements.

Or, à ceux qui ont été les victimes, au véritable sens du terme, des bouleversements sociaux, les schémas racistes sont apparus tout à fait fonctionnels. Dans une société qui ne garantit plus le bien-être matériel et la sécurité sociale, pas même à ceux qualifiés par Jörg Haider de « gens capables et honnêtes », alors qu'en même temps elle érige la concurrence en principe universel, le fait d'être « originaire d'ici » devient un dernier avantage – même s'il est seulement imaginaire – dans la lutte désespérée pour survivre et conserver sa dignité.

Là où la cohésion sociale s'effondre en même temps que l'État social, la communauté nationale imaginaire promet au moins un soupçon de sécurité protectrice. Enfin, là où l'image du rôle attribué à chacun, telle qu'elle ressort de la publicité et de la culture de masse, est ressentie jusqu'à l'absurde comme une image déclinante, la « bouillie fortifiante » de l'extrême droite constitue le remède de « dernier ressort » pour la masculinité blessée.

Dans un tel contexte, les stéréotypes racistes font preuve d'une aptitude fâcheuse à maîtriser

transitoirement les frustrations quotidiennes ; mais comme ils ne peuvent pas supprimer les causes de ces dernières, ils constituent aussi la source d'une agressivité dont le niveau est en hausse constante et parallèle avec celui de la crise sociale.

Dans des pays à traditions républicaines solides, on peut sans doute admettre que l'avancée de l'extrémisme de droite exprime la faiblesse des forces de gauche à rendre plausible et applicable leur alternative politique. En Autriche, cela est vrai dans la mesure où, suite à la faillite financière de la Confédération syndicale autrichienne devenue effective en 2006, les possibilités de résistance sociale et politique se sont détériorées sur le plan stratégique.

Mais, par ailleurs, l'exemple autrichien permet aussi d'y constater la présence d'un rapport inverse : la cause essentielle du manque d'efficacité et de plausibilité des alternatives de gauche réside dans l'hégémonie de droite ancrée au cœur de la société – cette hégémonie n'étant dorénavant plus mise en question ni par la social-démocratie, ni par les Verts. De ce fait, l'extrémisme de droite devient le symptôme d'une crise politique dont les causes fondamentales ne font l'objet d'aucune discussion publique.

Politiquement, le résultat des élections au Conseil national est marqué par une continuation de la collaboration entre les deux partis qui ont perdu ces élections. Toutefois, à eux deux, ils ne représentent plus que 54 % du corps électoral. Personne n'attend de cette « grande coalition » nouvellement créée qu'elle surmonte les anomalies qui ont causé son échec et sa défaite. Mais il en résulte que se trouvent réunies toutes les conditions pour la mise en place d'une croissance ultérieure du potentiel électoral de l'extrême droite.

Toutefois, sur le plan politique, un autre grand danger est en vue : la crise qui, comme un feu de brousse, s'étend avec une vigueur sans cesse renouvelée dans l'économie mondiale, aura aussi des répercussions dramatiques sur

le niveau de vie de certains groupes sociaux qui pouvaient jusqu'alors se sentir en sécurité. Le dogme d'une économie de marché radicalisée, défendu par le néolibéralisme et intégré dans la politique de l'UE, s'effondre sous leurs yeux, devient illégitime. Mais il n'en va pas de même pour la culture néolibérale et le mode de vie qui lui correspond, lesquels, conformément à leur système de valeurs, représentent l'antithèse de la socialisation solidaire.

Cette contradiction entre d'une part la délégitimation du néolibéralisme dans le domaine de l'économie et de la politique, et d'autre part la persistance de son effet hégémonique dans la vie quotidienne, ouvre deux possibilités dans cette crise : soit une évolution vers la gauche, soit une évolution vers la droite.

Il est possible que l'Autriche devienne un laboratoire pour expérimenter le dépassement de cette contradiction, sous la direction d'une droite extrême.

Walter Baier

Coordinateur de Transform !

1 Sur la base d'un jugement rendu en dernière instance dans un procès impliquant des médias, Jörg Haider est habilité à être désigné par cette appellation.



Les accords d'association Union européenne-Amérique latine : prolongement de la stratégie de Lisbonne

Un contre-exemple d'une véritable coopération pour le développement

« La mondialisation est un phénomène objectif et inéluctable », disait le haut représentant de l'UE pour la politique extérieure, la sécurité, la coopération, lors d'une visite à Bogota au mois de mai dernier. Il conseillait à son auditoire de se préparer avec pragmatisme à ce « phénomène indépendant de l'action des gouvernements », à en tirer le maximum d'avantages et à réduire au minimum le coût d'un tel phénomène.

Les gouvernements sont-ils vraiment indépendants de la façon dont la mondialisation se met en place ?

N'est-ce pas l'action des gouvernements, y compris ceux de l'Union européenne, qui est en train de façonner la mondialisation ?

Le rôle joué par l'UE dans les négociations au sein de l'OMC est bien la preuve de la manière active dont les gouvernements sont responsables des contenus de la mondialisation. Les relations entre l'UE et l'Amérique latine font partie de ce façonnage du monde actuel du point de vue des relations commerciales, économiques et politiques.

L'UE a commencé à porter plus d'intérêt au sous-continent latino américain après l'annonce de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui réunit les États-Unis, le Canada et le Mexique et qui est entré en vigueur en 1994. La même année, Bill Clinton reprenait le projet lancé par George Bush père en proposant un accord du même type à tous les pays de l'Amérique latine, l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA ou ALCA en castillan).

En 1995 l'UE et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) ont annoncé leur volonté de négocier des accords d'association (AdA) et le Mexique et le Chili ont signé, respectivement en 2000 et en 2003, des accords censés se différencier des accords de libre-échange que ces deux pays avaient signés avec les États-Unis. La différence viendrait du fait que ces AdA incluent, outre un volet de libéralisation commerciale, deux autres volets : dialogue politique et coopération. Cette approche correspondait aux attentes des latino-américains qui cherchaient les moyens d'une diversification de leurs relations commerciales pour réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. En outre, l'UE apparaissait à cette époque comme un exemple d'intégration politique et économique porteur d'un modèle social applicable à une réalité latino-américaine marquée par l'ajustement structurel qui a fait exploser la pauvreté et la marginalisation.

Depuis le sommet de chefs d'États de Vienne, les négociations avec l'Amérique centrale et avec la Communauté andine (CAN - Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou) ont franchi un pas. Les pays des Caraïbes participent au sein du Cariforum aux négociations dans le cadre des ACP.

En novembre 2005, la forte mobilisation populaire et la position prise par une bonne partie des pays, en particulier ceux du Mercosur et le Venezuela, ont fait capoter le projet étasunien de libre-échange continental, l'année même où la France et les Pays-Bas ont rejeté le traité constitutionnel européen.

Les accords d'association sont-ils une véritable alternative au libre-échange proposé par les États-Unis ?

Après la signature du traité de Rome, les relations de l'UE avec les pays en développement se sont construites selon une approche colonialiste. Il s'agissait d'associer les colonies françaises et belges à la construction européenne. Ces relations ont ensuite été marquées par la poussée du mouvement tiers-mondiste et par les revendications des mouvements de libération nationale. On parlait alors de relations nord/sud et la coopération ainsi que les relations commerciales prenaient en compte les asymétries existantes.

Mais avec l'idéologie néoconservatrice et les politiques néolibérales, l'idée selon laquelle le libre marché devait être le moteur du développement a gagné du terrain. Les rapports de force politiques à l'intérieur de l'UE ont évolué et celle-ci a fini par adopter le principe très reaganien de « Trade not Aid ». Fini le traitement spécial et différencié, finis les systèmes de stabilisation des prix des matières premières. L'UE propose à l'Amérique latine des relations en totale adéquation avec ses orientations politiques actuelles fondées sur l'exigence de la recherche d'une plus grande compétitivité des entreprises européennes par la dévalorisation du travail et la concurrence libre et non faussée ; le but ultime étant la recherche de l'augmentation des taux de profit dans un contexte de guerre commerciale et économique.

Les relations de l'UE avec ses partenaires latino-américains sont un prolongement de la stratégie de Lisbonne : encourager le libre-échange, assurer une sécurité juridique aux investisseurs et aux transnationales (TNC), promouvoir la concurrence et la déréglementation dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie, les télécommunications, les services et se donner les moyens d'accéder aux matières premières et aux sources d'énergie. L'association proposée par l'UE n'est qu'une nouvelle forme de domination résultant d'une

mise en concurrence des territoires, des salariés et des systèmes de protection sociale. Il n'est pas question de coopération pour le développement, par laquelle on chercherait à élever le niveau de protection sociale et le niveau de vie et à réduire les asymétries existantes qui, dans les faits, intéressent les transnationales puisqu'elles permettent de tirer vers le bas salaires et coûts.

Ainsi les accords signés avec le Mexique et le Chili et ceux proposés aux autres pays latino américains montrent comment la libéralisation des relations commerciales prime sur la coopération et le dialogue politique. L'UE introduit dans les AdA signés ou en négociation ce qu'elle n'a pas réussi à faire accepter aux pays en développement au sein de l'OMC : les investissements, la libéralisation des marchés publics et des services, la protection de la propriété intellectuelle, la concurrence. Avec la signature des AdA, le Chili et le Mexique ont signé des Accords de protection et de promotion des investissements de manière bilatérale (APPRI) avec les pays membres de l'UE. Les investissements sont protégés contre toute tentative de la part de l'État de mettre en œuvre des politiques opposées aux intérêts des TNC. Les pays d'accueil se voient interdire ainsi la possibilité de nationaliser ou d'apporter à tel ou tel secteur des aides qui faussent la libre concurrence. L'UE a introduit dans ces accords les principes de l'Accord multilatéral des investissements (AMI) que la mobilisation citoyenne avait mis en échec en Europe.

Au nom de ces accords, la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela ont été traînés devant des tribunaux internationaux parce qu'ils ont fait le choix de nationaliser les télécommunications ou le pétrole ou bien parce qu'ils ont imposé à ces compagnies une fiscalité qui leur interdit le pillage des ressources naturelles. Ces pays avaient signé, avant l'arrivée des gouvernements progressistes actuels, des APPRI, et aujourd'hui cette question est l'une des divergences qui les

oppose aux Européens lors des négociations en cours.

La mise en concurrence des marchés publics et l'exigence européenne d'un traitement pour ses entreprises à égalité avec les entreprises locales interdit, par exemple, la mise en place de programmes en faveur de l'emploi en s'appuyant sur les PME locales. Toutes ces règles font partie des AdA parce que l'UE a exigé la parité avec l'ALENA. L'Union européenne ne peut donc revendiquer une différence qui rendrait ses relations plus « civilisées » et éloignées du libéralisme anglo-saxon. Les accords signés avec le Mexique et avec le Chili le montrent : les premières bénéficiaires sont bien les TNC et non pas les peuples.

Il est vrai que depuis leur entrée en vigueur, les échanges commerciaux ont explosé et les investissements européens ont beaucoup augmenté. Dans le cas du Chili, les exportations vers l'UE ont triplé, passant de 4,3 milliards de dollars en 2002 à 15,9 milliards en 2006. Ce sont les matières premières qui occupent la première place dans les exportations chiliennes en particulier le cuivre (58 % en 2002, 75,5 % en 2006) et les exportations de produits agricoles et forestiers qui ont doublé. Les exportations européennes vers le Chili ont augmenté dans une proportion moindre passant de 3 milliards de dollars en 2002 à 5,2 milliards. L'UE exporte surtout des biens intermédiaires (50 % du total en 2002 et 54 % en 2006) qui servent à la fabrication d'autres produits souvent re-exportés par la suite.

Bien que le Mexique ait vu ses exportations vers l'UE augmenter de 19 % en trois ans, on ne peut pas parler de diversification de ses relations commerciales puisque l'essentiel de ses exportations va aux États-Unis (85 %) et que la plupart des investissements étrangers proviennent de ce pays. 10 % des importations mexicaines sont d'origine européenne alors que 4 % de ses exportations vont à l'UE. Le Mexique, lui aussi, est une source de matières premières pour l'UE et un lieu de délocalisation

pour certaines entreprises transnationales ; le pétrole et ses dérivés représentent 22,5% du total, l'industrie des transports 32%. De son côté, il importe surtout des biens intermédiaires (59% du total) qui servent à l'assemblage de produits qui seront ensuite réexportés. Ces échanges se font surtout entre TNC sans développement de chaînes de production. Une nouvelle dépendance s'est créée : la quasi-totalité des banques mexicaines se trouve entre les mains des TNC de services ; trois des quatre grandes banques sont européennes, BBVA, Santander et HSBC, et ne connaissent aucune restriction pour leur implantation. Ces banques ont fait 5,6 milliards de dollars de profits en 2006 en donnant la priorité aux activités à rendement rapide, au crédit à la consommation, alors que le crédit aux activités productives est en déclin. Les TNC présentes sur place peuvent en revanche obtenir de l'argent frais à tout moment.

Aucun cahier des charges n'est imposé aux TNC ; elles n'ont aucune obligation du point de vue de la création d'emplois ni de l'utilisation de composants produits localement ; elles ne sont pas obligées de réinvestir une partie de leurs bénéfices et jouissent, en outre, d'une protection juridique totale.

Le Mexique et le Chili ont accepté de signer de tels accords parce que ceux-ci sont totalement en phase avec les orientations libérales de leurs gouvernements. En revanche, si les négociations avec le Mercosur et la CAN restent bloquées, c'est bien parce que les pays membres de ces ensembles régionaux n'acceptent pas une mise en concurrence brutale de certains des secteurs de leurs économies et parce que les pays de l'UE se refusent à abandonner leurs systèmes d'aides, notamment à l'exportation en particulier dans l'agriculture. Les pays latino-américains ont dû, pour nombre d'entre eux, abandonner ces aides pour répondre aux exigences du FMI.

L'arrivée au gouvernement de forces de gauche est aussi un élément essentiel : le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur ont inscrit dans leurs Constitutions la propriété nationale

des ressources naturelles et interdisent la privatisation de ces richesses ainsi que celle de la santé. Les télécommunications et les transports viennent d'être nationalisés alors que la stratégie de l'UE vise à accroître la concurrence dans ces secteurs. Ainsi la Bolivie a demandé à exclure des accords les services, les marchés publics, la propriété intellectuelle et demande le respect des choix politiques des peuples latino-américains

Le président équatorien Rafael Correa, actuellement à la tête de la CAN, dans un message adressé à l'UE, demande des accords ayant pour objectif premier la coopération pour le développement et l'abandon des orientations qui condamnent les pays en développement à s'inscrire dans une polarisation de la division internationale du travail les transformant en pourvoyeurs de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché. Pour lui, le commerce doit être un instrument de développement en fonction des objectifs de combat contre la pauvreté dans chaque pays et non pas en fonction des intérêts des TNC.

Le dialogue politique et la coopération ont été en bonne partie soumis aux objectifs premiers de libéralisation et déréglementation. L'UE propose des aides en faveur d'une bonne gouvernance, pour la modernisation des institutions et pour promouvoir le développement de la démocratie. Simultanément, l'UE continue à négocier un AdA avec la Colombie qui se distingue comme l'un des pays où on viole le plus les droits de l'homme en toute impunité. La clause démocratique incluse dans l'accord signé avec le Mexique n'a rien changé lors de la répression violente des manifestations populaires d'Atenco où plusieurs dizaines de femmes ont été violées par la police après leur arrestation. La position de l'UE lors de la tentative de coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chavez a été plus qu'ambiguë.

L'adoption de la directive dite « du retour » est encore une preuve de l'absence de dialogue politique réel d'égal à égal et les réactions indignées des pays latino-américains se justifient

d'autant plus que la migration a été l'un des thèmes traités lors du dernier sommet de Lima en mai 2008.

Comme lors de la rédaction du traité constitutionnel européen, les négociations des AdA se font dans le secret et sans la participation effective des populations concernées. Des mécanismes de consultation de certaines ONG et un forum syndical ont lieu en parallèle des sommets des chefs d'États mais leur rôle reste consultatif et cela n'entraîne pas de changements réels d'orientation.

Un certain nombre de mouvements sociaux et de formations politiques européennes et latino-américaines s'étaient donné rendez-vous en 2004 à Guadalajara, au Mexique, lors du sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'UE et de l'Amérique latine. Un réseau bi-régional s'est créé afin de permettre la convergence des mouvements sociaux, d'organisations politiques et de parlementaires qui agissent sur des terrains divers pour arrêter la mise en œuvre de la stratégie européenne de domination, tout en essayant d'apporter des propositions alternatives. Ce réseau travaille en permanence grâce à une liste de discussion sur Internet et organise lors des forums sociaux des séminaires de réflexion et des réunions où est discutée la stratégie à suivre dans la construction de campagnes. Un espace pour cette expression a été créé, il porte le nom castillan d'*Enlazando Alternativas* (En tissant des alternatives). Son moment d'expression le plus fort a lieu tous les deux ans en parallèle avec les sommets des chefs d'États. Les deux derniers ont eu lieu à Vienne, en 2006, et à Lima, cette année.

Une grande diversité d'organisations se retrouve lors de ces sommets des peuples pour travailler à partir de thèmes tels que les stratégies de libéralisation et de compétitivité, l'intégration régionale alternative, le changement climatique, les ressources naturelles et la souveraineté alimentaire, les droits des peuples indigènes et des femmes, le travail, la migration, les droits des travailleurs, les droits de l'homme et la

militarisation. À Lima, quelque 189 organisations sociales et politiques, parmi lesquelles le Parti de la gauche européenne et Transform!, se sont donné rendez-vous pour apporter une contribution à la mobilisation citoyenne et participer à la construction d'espaces publics et d'articulation de luttes face aux stratégies des TNC et face aux politiques libérales. 14 000 personnes ont participé aux débats et 20 000 à la manifestation populaire du dernier jour. Une délégation a transmis aux représentants des gouvernements présents au sommet officiel de Lima la déclaration finale adoptée par les participants de la rencontre alternative. Cette déclaration questionne les accords d'association et avance des propositions alternatives.

Un tribunal permanent des peuples siège lors de ces rencontres pour mettre en accusation les TNC pour leurs violations des droits de l'homme, environnementales et du travail. Des témoignages apportés par des experts et par les victimes de ces violations ont abouti à un acte d'accusation concernant une vingtaine de cas.

La mise en réseau des organisations participant à *Enlazando Alternativas* a été rendue possible grâce à l'espace d'articulation que sont les forums sociaux. Dans le cas de ce réseau bi-régional, le forum social européen de 2003 à Paris a été un moment décisif puisque c'est à cette occasion que des organisations et des réseaux déjà existants ont exprimé leur volonté d'articuler leurs luttes et de leur donner une nouvelle dimension.

Les succès d'*Enlazando Alternativas* ont fait naître des questionnements sur son avenir : comment être plus efficaces dans les efforts pour donner une nouvelle dimension aux luttes qui ont lieu dans nos pays, comment faire connaître les enjeux des orientations actuelles imprimées aux accords d'association ? Quelles coopérations voulons-nous entre nos peuples ? Comment s'élargir à d'autres forces ?

Un bilan politique sera réalisé avant le lancement de l'organisation de la prochaine

rencontre d'*Enlazando Alternativas* qui aura lieu à Madrid en 2010.

La déclaration adoptée par la rencontre alternative de Lima a affirmé l'aspiration des participants à une intégration fondée sur la libre détermination des peuples, le respect de l'environnement et des droits humains ainsi qu'aux processus démocratiques en cours qui contestent le néolibéralisme et cherchent des relations d'égalité entre les peuples du monde,

ce qui suppose le renforcement des véritables coopérations.

Obey Ament

Membre de la direction d'Espaces Marx

espaces
Marx
explorer, confronter, innover

Une enquête sur les acteurs de la transformation sociale

La difficulté de recruter de nouveaux militants est largement partagée par beaucoup d'organisations françaises : partis politiques, syndicats, associations de la société civile, etc. Pour tenter de mieux comprendre le phénomène et, si possible, proposer des idées susceptibles d'aider à surmonter les difficultés, Espaces Marx a commencé un travail d'enquête auprès de divers militants et responsables d'associations et de syndicats confrontés à ces questions.

Le diagnostic est certes différent selon la nature des organisations. Mais il y a aussi des traits communs. Dans les organisations qui constituaient le cœur du mouvement ouvrier « traditionnel » (partis de gauche et syndicats), on note qu'il est de plus en plus difficile de faire émerger une nouvelle génération de militants pour assurer la continuité du travail accompli jusqu'alors. Les équipes en place semblent avoir du mal à incarner suffisamment le changement et à répondre ainsi aux aspirations de celles et ceux qu'elles souhaiteraient convaincre d'adhérer à l'organisation, notamment des jeunes. Par contraste, l'impression est

largement répandue que les « nouvelles organisations », qui comprennent aussi bien les partis ou syndicats récemment créés que des associations qui agissent dans le champ social, tirent mieux leur épingle du jeu.

La méthode de travail utilisée pour cette enquête est très empirique : nous avons commencé de façon relativement informelle et sans stratégie définie à l'avance un cycle de rencontres avec des militants d'horizons divers. Ces rencontres ont permis de vérifier la pertinence du questionnement et l'intérêt de nos interlocuteurs pour ce type de réflexion. Il ne s'agit cependant pas d'un travail de recherche *stricto sensu* mais plutôt d'une réflexion partagée avec les militants et dirigeants rencontrés, nous-mêmes réagissant d'abord comme militants et non comme « observateurs » extérieurs.

Les lignes de forces de cette enquête

Pour diversifier les expériences militantes, nous nous sommes adressés dans un premier

temps à un dirigeant important du principal syndicat français, la CGT ; au président de la Ligue française des droits de l'Homme, une association plus que centenaire et qui joue aussi un rôle important aux plans européen et international ; à la personne en charge de la formation des militants et du recrutement parmi la jeunesse d'une organisation encore plus ancienne, la Ligue de l'enseignement¹ ; et au président d'un important réseau d'associations de solidarité, le Centre de recherche et d'information pour le développement, CRID. Ces organisations ont des histoires et des cultures très différentes. Elles ont cependant en commun, chacune à sa manière, la volonté de transformer la société.

À propos des militants et des acteurs impliqués dans les luttes sociales ou les actions de solidarité

Dans la suite, nous utiliserons le terme de militants pour désigner les personnes qui font partie d'une organisation et qui y exercent des fonctions déterminées. Beaucoup de travaux leur ont été consacrés récemment, mettant en général en évidence un processus de « professionnalisation ». Cela désigne le fait que ces militants n'ont souvent plus d'activité sociale autre que le travail pour leur organisation. Cette situation qui n'est pas nouvelle pour les partis politiques, et plus particulièrement les partis de gauche, est un phénomène plus récent pour les associations, où elle co-existe certes avec un important bénévolat. Elle présente l'avantage pour les organisations d'une plus grande disponibilité. Mais l'inconvénient est évidemment que ces « professionnels », qui ne sont pas forcément recrutés pour leur engagement militant, dépendent totalement de leur organisation et de ses responsables, ce qui transforme profondément le rapport organisations/militants.

À la LDH ou à la Ligue de l'enseignement, les nouveaux militants semblent être plus à gauche qu'auparavant. Mais leur rapport avec les partis

politiques est complexe. Le « déficit de politique » de ces deux ou trois dernières décennies a fait qu'ils ont tendance à « importer » au sein des associations les questions auparavant traitées par les partis. Mais les associations tiennent beaucoup, et avec raison, à la différence, même dans les cas où elles sont conduites à prendre position sur des questions relevant de la sphère politique. Cette particularité peut alors susciter une forme de « frustration du politique » chez certains des nouveaux militants récemment recrutés.

Dans les associations et notamment dans celles qui se disent elles-mêmes de lutte, il y a aussi changement chez les militants. Les plus anciens ont fréquemment commencé par s'engager dans un parti (souvent d'extrême gauche) au cours des années 1970. Les nouveaux viennent parfois directement de filières universitaires prestigieuses, sans expérience politique préalable. Certains s'investissent dans les associations par refus d'une carrière dans les entreprises ou dans les administrations. Les luttes sociales accroissent cette prise de conscience et cette demande : ils veulent « faire quelque chose ». Ces associations mobilisent aussi dans leurs actions beaucoup d'acteurs occasionnels, intermittents en quelque sorte. Ils participent mais ne veulent pas pour autant être « enrôlés » durablement. Ils ne veulent pas « consacrer leur vie à... », même s'ils sont disponibles pour des actions ponctuelles.

On retrouve certains de ces aspects dans une structure forte comme un syndicat, avec une culture d'organisation ancienne. À la CGT, la génération précédente a été formée, parfois formatée, par les partis politiques, au premier chef le parti communiste. Les nouveaux militants sont sensiblement plus hétérogènes. La contrepartie, c'est que les cadres de référence leur font parfois défaut. Leurs projets, en venant au syndicat, sont plus individuels, plus subjectifs. En un sens, ils n'adhèrent pas à ce qui préexiste, ils construisent leur syndicat à partir d'une prise de conscience qui se produit dans l'entreprise, à partir des problèmes rencontrés là.

Les organisations

De nouvelles formes d'organisation ont émergé depuis dix ou quinze ans. On connaissait auparavant les partis et les syndicats d'une part, et d'autre part des associations agissant dans des secteurs non directement liés à l'activité économique, au rapport salarial et à l'entreprise, comme le logement, la consommation, etc. Au cours de la décennie 1980 ce modèle simple, à trois branches, est devenu plus complexe en France. Sont apparus les « collectifs » dans le domaine de l'action syndicale. Du fait de la faiblesse ancienne du syndicalisme en France, notamment en dehors de la grande industrie, ces collectifs ont parfois suppléé l'absence de syndicats. L'exemple le plus connu est celui des infirmières dans les années 1980, par exemple. Mais ces collectifs se créaient aussi, plus ou moins spontanément, pour « contourner » les syndicats, considérés comme trop peu combatifs, ou pour créer des cadres unitaires nouveaux. On a vu ensuite apparaître des formes encore élastiques comme les coordinations, réunissant organisations et individus. Enfin, en liaison avec les technologies modernes de communication mais aussi avec une aspiration assez nouvelle à pouvoir agir sans être obligatoirement « encarté » (« embrigadé » diront certains), on a vu se développer des réseaux et des formes de mobilisation ou d'action (les pétitions par exemple) presque entièrement « virtuels ». Ces actions se sont développées d'autant plus qu'elles se sont révélées très efficaces grâce au grand nombre de personnes impliquées et à la rapidité de ces formes de « mobilisation ».

C'est dans la mouvance « altermondialiste » que ce phénomène est très marquant, en partie pour des raisons liées directement au champ d'action lui-même. Comment en effet délibérer et prendre des décisions dans un réseau continental ou mondial dont on ne peut réunir les membres que très occasionnellement ? Pour ces associations et leurs militants, le champ privilégié de la transformation sociale n'est plus,

comme pour les syndicats ou la plupart des partis politiques de gauche, le terrain économique (l'entreprise) ou le terrain politique (l'État et son administration), mais celui de la société civile et des luttes pour l'égalité des droits.

Le développement même du mouvement associatif de lutte engendre deux types de problèmes : celui de l'efficacité et celui de la durée. Comment être efficace à la bonne échelle (éliminer la pauvreté et ne pas seulement aider les pauvres) ? Comment « durer » alors que le militantisme lui-même est parfois intermittent, comme on l'a vu ? Les réponses données peuvent conduire à des dérives. Le « modèle » de l'efficacité étant l'entreprise et la recherche du rendement, les associations sont tentées d'en copier le fonctionnement (hiérarchie, salariat, c'est-à-dire professionnalisations des militants, comme on l'a vu plus haut, etc.). Le modèle de la durée étant l'institution, l'association a tendance à s'en inspirer, ce qui conduit à mettre en place de véritables bureaucraties, avec des salariés parfois nombreux, qu'il faut alors financer dans la durée.

Dans les organisations structurées de longue date, le problème est en un sens inverse. À la CGT, on cherche ainsi à répondre aux aspirations des nouveaux adhérents par un travail sur les structures qui fait paradoxalement redécouvrir des pratiques plus anciennes : le fédéralisme au lieu du centralisme, la délibération collective en assemblée générale des salariés, etc. Cette évolution remet en cause aussi une vision de la transformation sociale qui a longtemps été dominante à gauche et qui privilégie le rôle de l'État. Il y a prise de conscience du fait qu'on ne peut se contenter de lutter contre le libéralisme par le seul recours à l'État (ce qui fait, là encore, renouer avec une conviction ancienne du mouvement ouvrier, un peu oubliée, en France tout au moins, pendant la période où les partis ont exercé leur hégémonie sur les syndicats, qu'ils soient d'ailleurs réformistes ou révolutionnaires !). D'où les recherches et réflexions au sein du mouvement syndical pour mieux conjuguer l'apport de la puissance

publique et des outils qu'elle donne avec celui du mouvement social et de l'intervention des salariés.

Tout en étant moins présentes, par nature, sur le terrain économique, des organisations comme la Ligue des droits de l'Homme ou la Ligue de l'enseignement mettent elles aussi l'accent sur la capacité d'initiative de leurs structures décentralisées.

Cette évolution commune traduit la volonté de répondre, dans des contextes par ailleurs divers, à ce qui est perçu simultanément comme une stratégie mieux adaptée au paysage nouveau créé par la mondialisation et aux aspirations nouvelles des individus à plus d'autonomie et de créativité telles qu'on a pu les voir apparaître depuis une vingtaine d'années (qui sont d'ailleurs pour une part une des dimensions de la mondialisation). On peut d'ailleurs noter comme une constante chez nos interlocuteurs la conviction qu'une des forces des libéraux est d'avoir su mieux répondre jusqu'ici à ces aspirations, quand ils ne les ont pas suscitées.

Le néolibéralisme a en effet encouragé, à partir des années 1980, l'individualisme sous toutes ses formes. Mais si l'individualisme a des aspects négatifs du fait de la perte des repères que donnait le sens du collectif, il ne faut pas en sous-estimer les aspects positifs, en tout cas perçus comme positifs par des individus aujourd'hui mieux formés, plus rompus à l'esprit critique, mieux à même, de ce fait, de comprendre le monde de façon autonome. Beaucoup de recherches – menées par des chercheurs qui ne sont pas tous libéraux, loin de là – mettent bien en évidence cette ambiguïté, trop longtemps ignorée.

Développement des organisations, campagnes de recrutement et formation

Une des caractéristiques des organisations qui ont émergé dans le champ social depuis une dizaine d'années est de tirer leur efficacité non

pas du nombre de leurs adhérents – elles ne sont pas ce qu'on a appelé des organisations de masse – mais de la résonance dans l'opinion de leurs thèmes revendicatifs (très ciblés mais relevant tous de l'action pour l'égalité des droits et l'accès de tous à ces droits, pour résumer), des formes de la mobilisation, du recours systématique au soutien médiatique. Elles ne cherchent donc pas nécessairement à attirer des adhérents et des militants. Elles ont parfois même l'attitude inverse en distinguant fondateurs (en nombre limité), adhérents, soutiens, donateurs, etc. Leur problème est souvent de dépasser la contradiction qui peut exister entre ce qui fait réagir à une situation d'urgence (installer des tentes dans les rues pour obtenir le relogement de personnes sans logement, par exemple, comme cela s'est passé à Paris au cours de l'hiver dernier) et la nécessité d'une action durable, attaquant le problème à la source en quelque sorte.

Pour les syndicats et les partis politiques de gauche, la situation est différente. Ils éprouvent en général de grandes difficultés à recruter de nouveaux membres et à les fidéliser. Ces difficultés sont pour partie la conséquence de l'histoire de ces vingt dernières années : le « discrédit du politique », les alternances entre droite et gauche au gouvernement sans que cela conduise à de véritables alternatives, encore moins à la transformation sociale, etc.

Une des réponses possibles est l'organisation de campagnes de recrutement. En France, la deuxième grande confédération syndicale, la CFDT, a eu recours à de véritables professionnels, les développeurs, en utilisant d'ailleurs certains critères de la gestion des entreprises (gestion par objectifs, rémunération aux résultats, etc.) Cette pratique est courante dans le syndicalisme européen. La CGT a opté pour une voie plus « militante », en créant cependant en son sein des collectifs spécialisés dans cette tâche. Le résultat est cependant bien en deçà des espoirs. Malgré les moyens mis en œuvre, les effectifs n'ont guère progressé. D'où une réflexion

plus nouvelle, conduite avec des institutions spécialisées dans les enquêtes d'opinion. Il apparaît en effet qu'en France, une partie du problème vient du petit nombre de secteurs professionnels que le syndicat organise, alors que, statutairement, la confédération a vocation à représenter tout le salariat. Pour la CGT, la zone d'influence réelle est de 20% du salariat seulement (grandes entreprises, administrations publiques, principalement). Un secteur comme le commerce, qui compte presque le tiers des salariés du pays, est nettement sous représenté dans le syndicat. S'y ajoutent des « déficits » chez les jeunes, les femmes et les personnes issues de l'immigration.

Le paradoxe vient de ce que, en même temps, les études d'opinion menées par la CGT montrent une confiance dans la capacité des syndicats à changer les choses qui est plutôt en hausse depuis quinze ans (contrairement aux partis politiques de gauche). Le syndicat semble même apparaître comme un « dernier rempart ». Plutôt que de redoubler d'efforts de syndicalisation dans les secteurs traditionnels où le rendement marginal se révèle très faible, la CGT a donc opté pour une politique de « redéploiement ». Elle se traduit par des changements substantiels dans la « gouvernance » (y compris la répartition interne des moyens financiers), une réflexion sur les structures (des syndicats territoriaux à côté des syndicats d'entreprises) et un projet de journal commun à tous les adhérents de la confédération. Dans la même optique, les stages de formation sont en cours de révision. La demande est forte pour les outils de l'activité syndicale, à usage immédiat en quelque sorte. Mais, comme pour les associations, le problème est ici de trouver la bonne articulation entre la pérennité de l'organisation (et donc une formation de base large, notamment dans le domaine économique et social) et ce qui est immédiatement utilisable pour des formes plus spontanées et plus éphémères de l'action revendicative.

En guise de conclusion (très provisoire)

Nous avons essayé pour l'instant de repérer quelques-unes des questions qui se posent aux organisations attachées à la transformation sociale pour se développer, élargir leur zone d'influence, attirer et retenir de nouveaux membres. Ce qui conduit bien entendu à tenter d'analyser, pour en tenir compte, les aspirations de ces nouveaux acteurs sociaux.

Dans cette contribution, nous avons privilégié trois types d'associations (au sens le plus général de ce terme : des citoyens qui se mettent ensemble pour agir) : les syndicats, les associations citoyennes anciennes, c'est-à-dire ayant une culture d'organisation fortement ancrée, les associations « nouvelles » apparues depuis une quinzaine d'années, notamment mais pas seulement avec la mondialisation. Cette typologie n'a aucune prétention scientifique. Nous avons seulement voulu donner un aperçu de la diversité des situations, qui co-existe avec de nombreux traits communs, pour, nous l'espérons, susciter la réflexion et contribuer à une meilleure compréhension de ce que sont aujourd'hui les acteurs sociaux porteurs de la volonté de transformation sociale.

Nous allons continuer ce travail avec le souci de rencontrer le plus grand nombre possible de ces acteurs. Nous souhaitons l'élargir à d'autres membres de Transform ! en Europe.

**Michel Duffour,
Louis Weber**

1. La Ligue de l'enseignement a été créée en... 1866. A cette époque, l'association militait pour la scolarité obligatoire et la création d'une école publique. Aujourd'hui, elle est une fédération de plus de 35000 groupes locaux, dans les domaines de l'éducation permanente et des loisirs éducatifs.